

Communiqué suite à la répression subie par les lycéen·nes sur le blocus de Charlemagne et Victor Hugo

Avant-hier, mardi 3 décembre 2024, des lycéen·nes, ont décidé, après avoir subi un drame de plus provoquant une « rage légitime », de bloquer les lycées Victor Hugo et Charlemagne pour dénoncer la « pression scolaire » qu'elles et ils subissent dans leurs établissements. Une fois de plus, au lieu d'accompagner la souffrance et le mal-être de ces jeunes, la réaction de l'État a été de réprimer par une grande violence la mobilisation : gazage, matraquage, interpellations et placement en garde à vue de dix élèves.

Alors que les ministres de l'Éducation se succèdent et affichent des valeurs d'inclusion, parlent de bien-être et de bienveillance, la réalité dans les établissements est toute autre !

Derrière ces mots se cache une mise sous pression constante de la jeunesse constatée par toutes les équipes pédagogiques. Les lycéen·nes sont soumis·es à des mécanismes d'orientation toujours plus stricts et fermés, au contrôle continu induit par la réforme du bac qui met les élèves en situation d'évaluation permanente, à un choix de spécialités déterminant pour leur avenir, au grand oral, à Parcoursup... À cela s'ajoute le manque de places dans le supérieur public du fait des politiques délétères de l'état qui sous-finance les universités, ne laissant que des perspectives sombres.

Tout cela engendre une forte pression sur les élèves, créant stress et anxiété, et se répercute souvent dans leur cadre familial. S'y ajoutent les angoisses liées à la situation économique et sociale, à la situation internationale, avec ses guerres et massacres, et l'inquiétude liée au dérèglement climatique et à ses effets.

Le ministère de l'éducation déclare faire de la lutte contre le harcèlement une priorité nationale mais ne prend pas en compte que les pressions scolaire et sociale qui s'exercent sur les adolescent·es peuvent être vécues comme une forme de harcèlement. Beaucoup de jeunes sont en souffrance, en classe comme à la maison.

SUD éducation Paris salue les élèves lanceuses d'alerte qui tentent de faire entendre cette souffrance et dénonce depuis 2019 les conséquences de la réforme du bac et de la mise en place de Parcoursup dans un contexte de pénurie de places dans de nombreuses filières.

SUD éducation Paris dénonce la réponse de l'État qui est celle d'une répression policière dont beaucoup de jeunes, racisé·es, trop politisé·es et trop engagé·es sont victimes.

SUD éducation Paris exige :

- **L'arrêt de la répression policière ;**
- **La suppression de Parcoursup et l'abrogation de la réforme du Bac ;**
- **L'ouverture de nouvelles universités et de nouvelles places à l'université ;**